

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

L'ENERGIE

le 15 février en Loire-Atlantique

DEBAT animé par :

Claude POPEREN

Membre du Bureau politique du P.C.F.

Jean-Charles DUBARD

Membre du Comité central du P.C.F.

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 111 - 31 Janvier 1980 - Prix : 1 f.

UN PARTI A L'OFFENSIVE :

- pour le lancement de la nouvelle H.D.,
- pour la remise de toutes les cartes 80, le renforcement,
- pour le succès du rassemblement de lutte du 7 février avec Pierre Juquin

Bouleverser les habitudes pour gagner 600 nouveaux lecteurs à la nouvelle Humanité-Dimanche

Ce week-end doit paraître le premier numéro de la nouvelle « Humanité-Dimanche ». Chacun pourra voir dès vendredi matin qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle formule mais véritablement comme nous l'avions dit d'un nouveau journal, moins cher, d'un format et d'une présentation différente et surtout d'un contenu combatif collant à l'actualité, permettant de répondre largement et vite à l'événement.

Aussi, la diffusion du premier numéro ne sera pas une vente de masse ordinaire mais une véritable vente de lancement pour gagner de nombreux lecteurs. Avec la vente de ce premier numéro, il s'agit pour gagner largement de bouleverser les habitudes prises par les communistes dans la diffusion de leur presse depuis de nombreuses années, il s'agit de placer la lecture et la diffusion de l'Humanité-Dimanche au cœur de l'activité de chaque cellule.

Enfin, la vente du 1^{er} au 3 février sera le coup d'envoi des six semaines de prospection qui doivent se conclure par un gain de 600 nouveaux lecteurs dans le département.

La réalisation de cet objectif suppose qu'il soit l'affaire de chaque cellule, de chaque adhérent avec un effort sans relâche durant les six semaines qui viennent. Le nombre très important de journaux supplémentaires commandés pour les 1^{er}, 2, 3 février ne doit, ni nous amener à relâcher l'effort entrepris, ni à cacher les insuffisances. Au contraire, cela doit amener chaque section, chaque cellule à prendre de nouvelles dispositions, à savoir :

— Poursuivre et accélérer

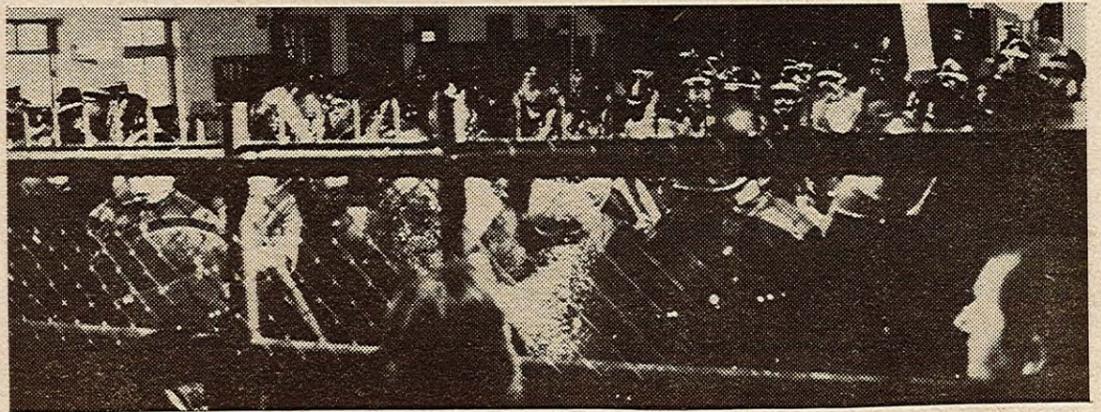
la remise des cartes 1980 pour faire de chaque adhérent un lecteur régulier de l'Humanité-Dimanche.

— Mettre en place partout où ce n'est pas encore fait des points de diffusion aux entreprises, des tournées de porte à porte régulières, l'installation de points de vente dans les lieux publics.

— Visiter chacune des cellules qui n'ont pas participé à la vente de lancement pour qu'elles passent des commandes les six semaines suivantes.

— Mettre en place un C.D.H. dans chaque cellule.

Enfin, une mesure immédiate s'impose : réunir lundi ou mardi au niveau de cha-



Inquiet de voir que le conflit de la SNIAS met en évidence sa politique de déclin national et d'atteintes aux libertés, le pouvoir s'énerve, perd son sang-froid et fait intervenir les CRS pour empêcher qu'avec les deux journées portes ouvertes, les travailleurs crient la vérité.

que section renseigne les C.D.H. avec le Comité de section pour faire le point des lecteurs gagnés pendant le week-end et passer de nouvelles commandes pour le numéro 2 de la nouvelle Humanité-Dimanche. Que les travailleurs, que les gens soient d'accord ou non avec les communistes, ils ont le droit de connaître la vérité sur les positions et les idées des communistes. Avec notre nouveau journal, c'est à cela que nous nous employons.

LES ASSEMBLÉES POPULAIRES DE REMISE DES CARTES SE MULTIPLIENT

A la fin février, toutes les cellules auront tenu leur assemblée populaire de remise des cartes et de renforcement. Dimanche der-

nier, la cellule Maurice-Thorez de Nantes-Nord rassemblait près de cent personnes autour d'un buffet et d'un orchestre. Janine Trouillard, conseillère municipale, s'adressait à l'assistance ; elle devait rappeler les récentes luttes des communistes contre les hausses insupportables des charges et loyers H.L.M. Cette assemblée était bien celle des luttes menées avec les communistes du quartier contre l'austérité, pour un meilleur cadre de vie, contre la misère. Assemblée aussi où l'on fêtait les succès des actions menées avec la cellule. Ici, chacun sait par sa pratique qui se place résolument du côté des travailleurs, des plus défavorisés.

Les attaques anticommunistes, celles de Mitterrand ou d'Edmond Maire... ne trompent personne sur leur véritable objectif ; le zèle de ces derniers n'a d'égal que leur absence sur le terrain des luttes.

**Contre l'austérité et le chômage
Pour le progrès social,
la démocratie, les libertés**

JEUDI 7 FÉVRIER - 20 H. 30 A ST-NAZAIRE

MAISON DU PEUPLE

PIERRE JUQUIN

Député, membre du Bureau politique du P.C.F.

(Suite page 8.)

Cinéma "les Club"

76, AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées vers 20-22 h. Matinées tous les jours 14 h 30 ; dimanche, 14 h, 16 h.

mercredi - jeudi
ATTENTION ON VA SE FACHER !

à partir de vendredi
MANHATTAN (V.F.)

LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI

CABO BLANCO

DRACULA

à partir de lundi
FESTIVAL DU FILM AMERICAIN

« L'AMÉRIQUE EN PROCÈS »

(voir par ailleurs)

Les KORRIGANS

8, avenue de la République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79

LA MORT EN DIRECT

C'EST PAS MOI, C'EST LUI

LA FEMME FLIC

QUAND LA PANTHÈRE ROSE S'EN MELE

HAINÉ

(Interdit moins 18 ans)

Près de 1000 au concert pour la libération d'Estrella

Près de 1000 personnes ont participé le lundi 21 janvier au concert donné dans le grand auditorium du Conservatoire National de Région pour la libération du pianiste argentin Miguel Angel Estrella emprisonné depuis 1977 à Montevideo.

Le concert était organisé par le comité de soutien à Estrella formé par les musiciens nantais à l'initiative d'Odile Michaud. Concert qui a témoigné une nouvelle fois du haut niveau atteint par les musiciens du Conservatoire : Colette Musquer et Henri Martinerie dans une sonate de Bach ; S. Gessner, I. Chiffoleau et A. Cauvin dans un trio de Brahms ; P. Girardière, Y. Rivoal guitaristes ; Mehmet Ermakastar, J. De-

lannoy ; et aux percussions Y. Gérard et Gérard Hiéronimus.

Parmi la nombreuse assistance nous avons noté la présence de nos camarades Loïc Le Gac, membre du Bureau fédéral et Jocelyne Cailleau, maire-adjointe de Nantes.

Fiancés MAJOR
vous offre de magnifiques **CADEAUX**
Demandez votre livret dans les magasins MAJOR de SAINT-NAZAIRE

A L'AFFICHE DE NANTES

APOLLO

1 - 13 h 45, 15 h 55, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 25, + sam., 0 h 35 : **UN AMOUR DE COCCINELLE.**

2 - 13 h 45, 15 h 55, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 15, + sam., 0 h 30 : **METEOR.**

3 - 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, + sam., 24 h : **MANHATTAN** (v.o. sous-titrée français).

4 - 14 h, 16 h 05, 18 h 10 : **LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI.**

20 h 15, 22 h 15, + sam., 0 h 15 : **HAINÉ.**

5 - 14 h, 16 h 2, 25 h 2, 22 h 25, + sam., 0 h 45 : **LIES PAR LE SANG.**

ARIEL (permanent à partir de 41 h)

1 - **CHROMOSOME 3.**

2 - **LES FOLLES ETRÉINTES DE JENNIFER.**

ACCOUPEMENTS POUR VOYEURS.

COLISEE, 14 h 30, 20 h, 22 h, + dim., 17 h

1 - **LE VOYAGE EN DOUCE.**

2 - **I COMME ICARE.**

3 - **LA MORT EN DIRECT.**

CONCORDE

1 - 20 h 15, + dim., 14 h 30 : **UN ETE 42.**

22 h 30, + dim., 17 h 15 : **MASH.**

2 - 20 h 15, + dim., 14 h 30 : **MARIUS.**

22 h 30, + dim., 17 h 15 : **NORMA RAE.**

3 - 20 h, + dim., 14 h 15 : **DON GIOVANNI.**

23 h, + dim., 17 h : **THE KIDS THE ALRIGHT.**

4 - 20 h, + dim., 14 h 15 : **TESS.**

23 h, + dim., 17 h : **FRITZ THE CAT.**

GAUMONT

1 - 13 h 45, 16 h, 20 h 15, 22 h 30, + dim., 18 h 05 : **C'EST PAS MOI, C'EST LUI.**

2 - 14 h, 16 h 45, 19 h 45, 22 h 30 : **LA MORT EN DIRECT.**

3 - 14 h 15, 16 h 45, 20 h, 22 h 30 : **LA FEMME FLIC.**

4 - 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : **C'ETAIT DEMAIN.**

5 - 13 h 50, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 30 : **TOUS VEDETTES.**

6 - 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : **CUL ET CHEMISE.**

KATORZA, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, + dim., 17 h

1 - **MANHATTAN (VF).**

2 - **TETE VIDE CHERCHE COFFRES PLEINS.**

3 - **LE IMAGIERES DE LUBLIN.**

4 - **BUFFET FROID.**

RACINE, 14 h, 15 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 03, 23 h

1 - **LES PETITES COLLEGIENNES.**

2 - **CUISSES EN DELIRE.**

VERSAILLES

1 - 20 h, plus dim., 14 h 15 : **LE SOLEIL EN FACE.**

22 h 15, plus dim., 17 h : **LES MOISSONS DU CIEL.**

2 - 20 h 15, plus dim., 14 h 30 : **THE SERVANT.**

22 h 30, plus dim., 17 h 15 :

TOUT CE QUE VOUS VOULEZ SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS LE DEMANDER.

APOLLO 5 salles, 5 films

Un amour de coccinelle

METEOR

MANHATTAN

(v.o. sous-titré français)

LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI

HAINÉ

LIÉS PAR LE SANG

ARIEL 2 SALLES

● **FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE CHROMOSOME 3**

(Interdit aux moins de 18 ans)

● **2 films « HARD »** au même programme tarif réduit interdit moins 18 ans

- **LES FOLLES ETRÉINTES DE JENNIFER**
- **ACCOUPEMENTS POUR VOYEURS**

Horaires

"Les Korrigans"

Salle 1 : Tous les jours, 20 h, 22 h 30, + mercredi, 14 h, 16 h 30, + sam., dim., 14 h 10, 16 h 40.

Salle 2 : Tous les jours, 20 h 10, 22 h 20, + mercredi, 14 h, 16 h 30, + sam., dim., 14 h, 16 h 10, 18 h 20, 20 h 30, 22 h 40.

Salle 3 : Tous les jours, 20 h 05, 22 h 20, + mercredi, 14 h, 16 h 15, + sam., dim., 14 h 15, 16 h 30.

Salle 4 : Tous les jours, 20 h 15, 22 h 25, + mercredi, 14 h, 16 h 20, + sam., dim., 14 h 05, 16 h 15, 18 h 25, 20 h 35, 22 h 45.

Salle 5 : Tous les jours, 20 h 15, 22 h 15, + mercredi, 14 h, 16 h, + sam., dim., 14 h 15, 16 h 25.

Nota : Séances à 14 h 30 les lundis et vendredi dans toutes les salles.

PRESSE-OCÉAN "MONTE LA BARRE"...

Jusqu'ici il était de bon ton, à l'exemple de ce que pratiquait le journal « Le Monde » d'appeler l'UNEF ainsi : « UNEF Renouveau animée notamment par les communistes ». La manière était déjà insidieuse et malveillante, car on ne voit pas pourquoi on n'aurait pas parlé de C.F.D.T. animée notamment par les militants socialistes ou de F.O. animée par des trotskystes, etc.

Maintenant Presse-Océan va plus loin, et dans un article du 21 janvier sur les résultats des élections au Conseil d'Université, cite l'UNEF-PC tout court.

Simple question : Presse-Océan accepterait-il de publier un communiqué de l'UNEF, ou d'autres, parlant de l'UNI-Fasciste ? Non ? Alors pourquoi UNEF-PC ?

"L'AMÉRIQUE EN PROCÈS" aux Clubs

Du 4 au 17 février, les Club. St-Nazaire présentent un festival de films américains sous le thème « L'Amérique en procès », une série de 12 films made in USA des années 70 (dont 8 en VO). Ce Festival débute le lundi 4 par « Pat Garrett et Billy le Kid » (VF), avec mardi : « Abattoir 5 » (VO), mercredi : « Des fraises et du sang » (VF) et jeudi : « Un après-midi de chien » (VO). Nous publierons la suite du programme dans notre prochain numéro.

Sachez que pour ce Festival, les Club consentent un tarif réduit : 5 films pour 50 F.

les nouveautés de la semaine

● **LE SOLEIL EN FACE.** — Film de Pierre Kast, avec Jean-Pierre Cassel, Alexandra Stewart, Stéphane Audran, Béatrice Bruno. Un homme face à son destin, à la mort, au soleil.

● **LA MORT EN DIRECT.** — Film de Bertrand Tavernier, avec Romy Schneider, Harvey Keitel. Dans un avenir proche, la maladie n'existe plus : les malades incurables deviennent les vedettes d'une émission qui retransmet leur « mort en direct ».

● **CHROMOSOME 3.** — Film canadien de David Cronenberg, interprété par Olivier Reed.

● **LIES PAR LE SANG.** — Film de Terence Young, interprété par Audrey Hepburn, James Mason, rène Pappas, Maurice Ronet, Romy Schneider, Omar Sharif.

● **DRACULA.** — Film américain de John Badham, interprété par Frank Aangella, Laurence Olivier.

● **C'EST PAS MOI, C'EST LUI.** — Film de Pierre Richard, avec Pierre Richard, Aldo Maccione. Le nègre d'un scénariste célèbre se fait passer pour son patron auprès d'une star italienne. Les ennuis commencent...

● **LA FEMME FLIC.** — Film d'Yves Boisset, avec Miou-Miou, Jean-Marc Thibault, Leny Escudéro, Jean-François Stevenin. Une jeune femme qui se fait une certaine idée de son métier de flic enquête sur une affaire de bal-lets bleus.

● **C'ETAIT DEMAIN.** — Film de Nicolas Meyer, Grand Prix du « Festival du Cinéma Fantastique » à Avoriaz (janvier 1980).

● **CABO BLANCO.** — Film de J. Lee Thompson, avec Charles Bronson, Dominique Sanda, Fernando Rey.

● **METEOR.** — Film de Ronald Neame, avec Sean Connery, Nathalie Wood, Karl Malden, Henry Fonda, Trevor Howard. Film-catastrophe : un météore menace de faire éclater la terre.

● **DON GIOVANNI.** — Film français de Joseph Losey, interprété par Ruggero Raimondi, Theresa Berganza. L'opéra de Mozart, superbement mis en images par Losey.

● **MANHATTAN.** — Film de Woody Allen, avec Woody Allen, Diane Keaton, Michael Murphy, Mariel Hemingway, Meryl Streep, Anne Byrne. L'amour, la mort, l'incommunicabilité, les problèmes de la vie en commun dans la nouvelle comédie de Woody Allen.

Gaumont

ROMY SCHNEIDER BERTRAND TAVERNIER

LA MORT EN DIRECT



GRAND PRIX DU FESTIVAL D'AVORRIAZ 80

Le "Suspense" le plus ingénieux de notre époque...



un film de NICHOLAS MEYER

Copyright © 1979 Warner Bros. Inc./Orion Pictures Company

PIERRE RICHARD ALDO MACCIONE

c'est pas moi, c'est lui

UN FILM DE PIERRE RICHARD



VALÉRIE MAIRESSE DANIELE MINAZZOLI

nantes SUCCÈS ET POURSUITE DE LA LUTTE POUR LA RÉNOVATION DES H.L.M.

Dans une précédente édition, nous informions (brièvement en raison des délais d'impression) du succès remporté dans la lutte qu'avaient engagé les communistes nantais contre une intolérable augmentation des loyers.

Refusant de se laisser enfermer par le pouvoir dans le dilemme. « Aggravez l'austérité en pressurant les locataires ou aggravez l'austérité en laissant le patrimoine locatif social se dégrader de façon intolérable », les élus communistes tracèrent le chemin de la lutte et, avec leur parti, appelèrent la population à faire échec à ce plan gouvernemental et formulèrent des propositions concrètes.

Dans une conférence de presse, les élus communistes administrateurs de l'office H.L.M., faisaient, le 17 janvier, le point de la situation et formulaient de nouvelles propositions de lutte pour l'avenir.

Ils rappelaient d'abord que « dans le dernier trimestre, le Conseil d'administration a eu à se prononcer, en particulier, sur deux dossiers importants, avec toutes les conséquences financières que cela entraîne pour les locataires.

Or, rappellent les élus communistes, « Ces habitants pour la plupart sont de conditions modestes. Ils ont subi dans leur immense majorité une amputation de leur pouvoir d'achat en 1979 et ce n'est pas le début de 1980 qui a amélioré les choses. De plus il y a ceux qui sont au chômage que l'on estime à plus de 3 000 chô-

meurs dans les 20 600 logements du parc H.L.M. de Nantes.

Evoquant le mouvement de colère qui accueillit le projet d'augmentation des loyers, les élus soulignent que déjà, le 9 octobre, avaient été augmentées considérablement (contre l'avis des élus communistes mais avec l'accord des élus socialistes) les charges de chauffage.

Evoquant les profits des compagnies pétrolières et les

ils, a été dictée sans démagogie avec le souci constant de développer la lutte. Dans cet esprit, nous avons demandé qu'une délégation du conseil d'administration intervienne auprès du préfet contre le rationnement, et pour la baisse du fuel, ce fut chose faite.

Parallèlement, des actions étaient menées dans les quartiers (à La Boissière notamment) à l'initiative du P.C.F. Rappelons que les charges

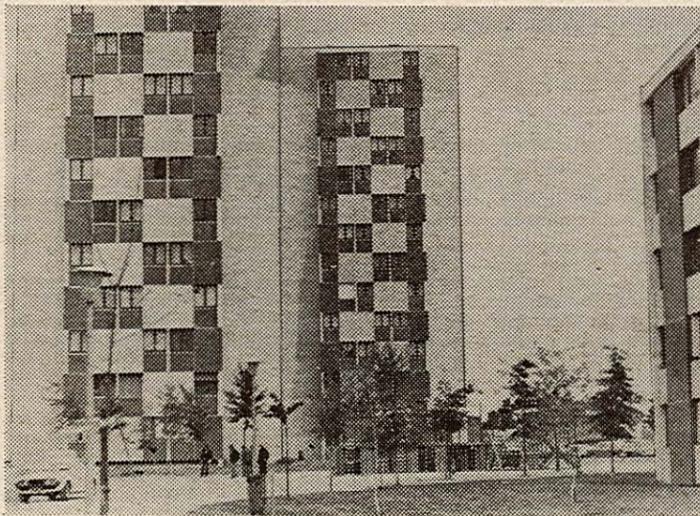
fage au fuel lourd, 21,14 % pour le chauffage au gaz.

Abordant le problème posé par le vote du budget, les élus communistes expliquent le cheminement de ce « Budget-Marathon » qui ne fut adopté que le 14 janvier 1980. Celui-ci, dans sa présentation initiale, impliquait des augmentations de 10 % au 1^{er} janvier et 10 % au 1^{er} juillet.

« Cette position précisée les élus communistes, fut défendue avec force par nos collègues socialistes, au cours des commissions plénières, du conseil municipal du 14 décembre. »

Depuis 1977, c'était d'ailleurs la première fois que ce débat se déroulait dans cette assemblée. Il y eut le mérite de per-

suite p. 5



taxes sur le fuel, les élus montrent que des mesures pouvaient parvenir à limiter les hausses. C'est ce qu'ils ont proposé.

« Notre démarche, précisent-

représentent désormais presque la moitié du loyer, suite aux décisions prises d'augmenter le chauffage, sur des prévisions annuelles d'augmentations de 40,16 % pour le chauf-

Passez du rêve au projet.

Vous rêvez d'un logement plus grand, mieux situé... Vous aimeriez trouver une solution souple, adaptée à votre budget et qui vous permette de faire mûrir votre projet.

Vous avez raison : emprunter, cela se prépare.

Ouvrez donc un Livret Epargne Logement et passez du rêve au projet avec la CAISSE D'ÉPARGNE ÉCUREUIL.

Et n'oubliez pas, un Conseiller en Epargne est à votre disposition pour choisir avec vous la meilleure façon de réaliser votre projet.



agir pour le logement social

Courant novembre dernier, à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de l'Office intercommunal HLM d'Arcueil - Gentilly, le secrétaire général du PCF Georges Marchais devait prononcer un important discours sur le Logement, dont nous extrayons les passages suivants :

« La réforme gouvernementale du logement, si elle aggrave toutes les difficultés de tous les locataires et des propriétaires modestes, est particulièrement néfaste pour les plus défavorisés d'entre eux, pour les salariés modestes, pour les familles nombreuses, pour les femmes seules, pour les travailleurs privés d'emploi.

Dans les Offices publics d'H.L.M. elle met les gestionnaires, notamment les offices publics, dans une situation impossible en leur imposant cette alternative inacceptable : ou bien pénaliser lourdement leurs locataires, ou bien abandonner l'entretien du patrimoine.

Toutes ces données le prouvent : la politique gouvernementale conduite à la liquidation de ce qui constitue, au même titre que la Sécurité sociale et les nationalisations de la Libération,

une grande conquête de notre peuple : l'institution H.L.M. Et nous, communistes, nous disons : cette entreprise, il faut s'y opposer. Il faut la mettre en échec. Il faut prendre appui sur cet acquis qui constituent les H.L.M. pour mettre en œuvre la grande politique sociale du logement dont notre pays a besoin.

DEUX ATTITUDES AU SEIN DU MOUVEMENT H.L.M.

Nous avons pour principe, nous communistes, de faire connaître en toutes circonstances nos idées, nos opinions telles qu'elles sont. L'honnêteté et la clarté rendent le débat d'idées parfois rude, mais c'est seulement ainsi que la vérité peut apparaître.

C'est pourquoi, je veux le dire avec franchise : nous n'avons pas le sentiment que cette résolution qui est la nôtre de voir mise en échec la politique gouvernementale en matière de logement, soit partagée par l'ensemble des responsables du mouvement H.L.M. N'est-il pas, par exemple, de bon ton, pour certains d'entre eux, de déni-

grer les constructions réalisées ? Au nom de la fatalité, d'un soi-disant « réalisme », selon leur propre expression, ils ont laissé hier se généraliser les malfaçons qui font de milliers de logements des lieux sonores et mal isolés, et ils laissent aujourd'hui les façades se lézarder. De la même manière, on ne peut que constater la grande facilité avec laquelle les responsables H.L.M. acceptent la prétendue « irréversibilité » de la réforme du logement, tant il est vrai que les propositions contenues dans le livre blanc des H.L.M. convergent avec la politique gouvernementale. Toutes ces conduites ne sont-elles pas, tout simplement, celles que le pouvoir appelle de ses vœux ?

Chacun peut le constater : toute autre est l'attitude des élus communistes. Nous refusons pour notre part, que les H.L.M., mouvement social et instrument privilégié d'une politique sociale du logement, soient utilisées comme agents de la politique gouvernementale. Nous luttons pour qu'ils ne constituent pas un moyen supplémentaire de faire supporter le poids de la crise aux travailleurs, à leurs familles. Et nous sommes décidés aujourd'hui, avec tous les intéressés qui sont des millions de personnes — les mal-logés, les locataires de H.L.M., les jeunes qui veulent fonder une famille, les élus, les syndicalistes, le mouvement associatif — à déployer beaucoup, beaucoup d'efforts pour défendre l'institution H.L.M.

Dans le passé, l'institution H.L.M. a constitué un progrès important des conditions de l'habitat des familles de travailleurs. Elle a permis des améliorations sensibles dans les techniques de construction. Elle a contribué à la création d'un grand secteur industriel de la construction.

DEFENDRE LES H.L.M.

Aujourd'hui, défendre les H.L.M., c'est défendre le droit au logement pour tous, y compris les familles qui connaissent le plus de difficultés. C'est lutter pour un meilleur cadre de vie, pour un urbanisme plus humain, pour la gestion démocratique et les moyens de cette gestion. C'est agir pour un nouvel art de vivre correspondant aux aspirations des hommes et des femmes du XX^{ème} siècle.

Defendre les H.L.M., c'est favoriser les innovations techniques, aider à la création architecturale et artistique. C'est mettre un frein au chômage des travailleurs du bâtiment, et permettre à des jeunes de trouver un emploi.

Defendre les H.L.M., c'est lutter pour obtenir du pouvoir les financements nécessaires aux besoins de logement des travailleurs et de la population. Quoi qu'en dise le président de la République, il y a un manque crucial de logements pour faire face à tous les besoins. Et il est

nécessaire, partout où cela est possible, de préserver et d'embellir les logements anciens. J'ajoute sur ce dernier point que si cette réhabilitation du patrimoine ancien est une nécessité, en aucun cas les communistes ne permettront qu'elle soit un instrument supplémentaire pour chasser les travailleurs, les personnes âgées de leur lieu d'habitation.

Enfin, défendre les H.L.M., c'est lutter pour que se poursuive la construction sociale en France. Il faut mettre fin à cette législation profondément injuste qui tend à rendre les constructions neuves inaccessibles aux gens modestes, à augmenter tous les coûts, à freiner durablement la construction sociale. Il est inadmissible, enfin, de faire reposer sur les offices ou municipalités — sans leur en donner les moyens — la charge de faire face seuls aux situations qui se dégradent, aux fichiers de mal-logés qui se remplissent. Sur ce plan aussi, nous sommes décidés à tout mettre en œuvre pour faire reculer le pouvoir. »

S.C.O.P.

SERVICE PEINTURE

PEINTURE - VITRERIE - PAPIERS PEINTS
TISSU TENDU - MOQUETTE - ENDUIT PELLICULAIRE
ENDUIT GRESSÉ

34, rue des Hauts-Pavés - NANTES - Tél. 73.03.40

LES ABRIS DE L'ATLANTIQUE

Autoroute NANTES-VANNES
44260 SAVENAY — Tél. 72.35.80

ABRIS DE JARDIN - GARAGES
CLOTURES ET PORTAILS PLASTIQUE
A VOS MESURES

LES MEILLEURS PRIX DE FRANCE

Quelques notions élémentaires du financement de votre achat...

La loi du 3 janvier 1977 a modifié profondément le système des aides au logement. Il existe deux prêts aidés par l'Etat : le PAP (prêt-aidé à l'accession à la propriété) et le PC (prêt conventionné). Pour vous aider à rembourser ces prêts l'A.P.L. (ou Aide personnalisée au logement) vous sera versée si vous répondez aux critères, par votre caisse d'Allocations familiales.

Le PAP — comme le PC d'ailleurs — n'est accordé que si l'achat que vous envisagez vous servira de demeure principale... C'est un arrêté publié chaque année qui détermine le plafond de ressources au-dessous duquel, selon la taille de la famille et la localisation de la construction, le prêt est accordé. Vous devez obtenir de la direction départementale une « décision favorable ».

Les caractéristiques de ce prêt varient suivant qu'il sera accordé pour une construction en secteur diffus ou en secteur groupé. La nuance est compliquée. Sachez, pour l'essentiel, que le secteur groupé correspond en général à la présence d'un maître d'ouvrage qui procure directement ou indirectement le terrain à son client.

Dans le secteur diffus, vous êtes votre propre maître d'ouvrage, vous construisez sur un terrain vous appartenant. Le prêt consenti pour une maison qui sera construite en secteur diffus ne le sera que si la surface habitable se trouve dans une fourchette qui varie en fonction de la taille de la famille. Exemple : jeune ménage sans enfants ou avec une personne ou un enfant à charge : la surface minimale sera de soixante mètres carrés. Le prix de revient en secteur diffus n'est plus limité. Pour le secteur groupé, au contraire, des normes de prix sont à respecter.

LES PRÊTS

Le montant des prêts varie selon la zone où la construction

est envisagée, la surface du logement entre aussi en ligne de compte et enfin, comme toujours, il est tenu compte également du montant des ressources. En effet, si celles-ci se situent au-dessous de 60 % du plafond fixé, le prêt sera plus important que si vos ressources se situent entre 60 et 100 % des plafonds. Le montant du prêt en secteur groupé sera différent. Entrent en ligne de compte pour son calcul : le prix de vente — le type de construction — la zone géographique, là encore, si vos ressources sont inférieures à 60 % des plafonds, le prêt ne sera plus que de 70 %. Un prêt PAP peut se cumuler avec d'autres prêts. Sa durée possible de remboursement est de 15, 18 ou 20 ans. Le taux d'intérêt est de 8,10 % pendant les neuf premières années, de 10,90 % pendant les suivantes. Durant les deux premières années vous ne paierez que les intérêts, le remboursement lui-même ne commencera que la troisième année, les charges de remboursement progresseront chaque année de 3,50 %. Si, à un moment donné du remboursement, vous avez la possibilité de rembourser 10 % du capital prêté, vous pourrez percevoir une indemnité d'un montant de 1 % de la somme remboursée.

★

Pensez qu'en plus de remboursement du prêt, vous aurez à payer une cotisation d'assurance décès — les frais de constitution d'hypothèque — les frais d'instruction de dossier. Pour obtenir le PAP vous avez six mois pour formuler votre demande après la « décision favorable ». Prudence, n'engagez pas de travaux avant l'accord de l'établissement prêteur. Comptez entre quatre et six mois pour obtenir le prêt.

Ce prêt est sans doute insuffisant pour faire face à votre

achat, il vous faudra peut-être souscrire un ou deux prêts supplémentaires.

UN APPORT PERSONNEL

Pour les autres prêts, l'apport personnel est obligatoire, cependant il n'est que de 10 % au lieu de 20 % habituellement. Peut être considéré comme apport le 1 % patronal, les prêts des caisses d'Allocations familiales, les prêts d'épargne logement, les prêts à caractère social. Avant de contracter un emprunt, renseignez-vous sur les taux d'intérêts, ils peuvent varier considérablement d'un établissement à l'autre. Vous n'êtes pas, de plus, obligé de vous adresser à l'établissement qui vous a accordé le P.A.P.

Le point de vue des constructeurs sur le marché de la maison individuelle

Malgré un climat morose et un ralentissement dû à la situation générale, le marché de la Maison Individuelle reste toujours stable et très demandeur.

Dans les premiers mois de l'année 1979, le marché a été soutenu. Puis, contrairement à l'attente des constructeurs, un certain fléchissement des commandes a été constaté au cours des mois de printemps dans une période habituellement favorable pour ce secteur.

Sur le plan national, pour la période du premier semestre 1979, les statistiques officielles font ressortir une augmentation de 4 % des logements autorisés en individuel, alors que les Pays de Loire enregistrent une diminution de 2,7 %, soit donc une différence de 6,7 % par rapport à la situation nationale.

Cependant, malgré ces difficultés, et selon les constructeurs, deux séries de facteurs pourraient venir améliorer cette

situation au niveau des commandes :

1) La libération des prix des foyers, en juillet, a provoqué une hausse sensible de ceux-ci, ainsi qu'un alourdissement des charges locatives.

Cette situation laisse penser que le nombre des candidats à l'acquisition d'une maison individuelle augmentera dans une période inflationniste où les taux d'aide à la construction demeureront fixes.

2) Les prêts supplémentaires d'accession à la propriété, qui viennent d'être débloqués dans le cadre des récentes mesures de soutien au bâtiment seront, pour une large part, orientés vers la maison individuelle.

En effet, la part de la maison individuelle dans l'ensemble des logements construits a atteint 63 % en 1978. Entre 1974 et 1978, l'évolution a été la suivante : 1974 : 45 % — 1975 : 46 % — 1976 : 52 % — 1977 : 58 % — 1978 : 63 %.

posent les petits problèmes d'entretien et de réparation courante...

« ENCYCLOPÉDIE DE LA MAISON ET DU BRICOLAGE », d'Albert Jackson et David Day (Solar Edit.). Bien réalisé, vraiment utile, avec des illustrations claires et complètes. Malgré ce que donnerait à penser le nom des auteurs, il ne s'agit pas d'un de ces documents traduits, dont l'outillage, les fouritures, les accessoires, les techniques même ne correspondent pas à nos références...

EXPO-MOQUETTE

3, rue LOUIS BLANC
NANTES 47-95-77 près pont Haudaudine

DIRECT FABRIQUES
MOQUETTES-PLASTIQUES ET TISSUS TENDUS
POSE GRATUITE DE NOS MOQUETTES
TAPIS · PEAUX
Livraisons - Devis gratuits - Crédit

DES LECTURES POUR VOTRE HABITAT...

« LA MAISON INDIVIDUELLE EN 10 LEÇONS » de Robert Moran (Hachette). L'auteur sait de quoi il parle et son ouvrage est peut-être le plus pratique pour ne pas se laisser prendre au piège des mots fausement techniques. Un excellent document pour aborder les constructeurs de maisons individuelles et confronter leurs propositions.

« BRICOLAGE, ENTRETIEN », de Jacques Dubourg (Hachette). Pratique, sérieux, rédigé par un spécialiste incontournable, cet ouvrage sera souvent consulté au moment où se

Sur le plan régional, la part du logement individuel est plus importante puisqu'elle représente entre 75 et 77 % du marché de la construction. Cette évolution traduit le goût durable que suscite la maison individuelle en France, et particulièrement dans notre région et ce, malgré la hausse spectaculaire du prix du terrain.

Les maisons construites sur modèle ou catalogue représentent 29 % de la construction de maisons individuelles.

Néanmoins, la véritable difficulté demeure la question foncière. Depuis cinq ans, les prix des terrains à bâtir augmentent beaucoup plus vite que l'inflation. Pour que ces terrains demeurent accessibles à tous, il serait nécessaire d'équiper et d'aménager un nombre plus important d'espaces disponibles et de passer en lotissement plus du double des terrains actuellement à bâtir. A ce sujet, les professionnels souhaitent vivement que la loi sur l'urbanisme (réforme du lotissement) soit plus largement connue et pratiquée.

Autre texte fort attendu de la profession : la proposition de loi Daillet qui a pour objet d'étendre obligatoirement le champ d'application de contrat de construction au plus grand nombre.

En fait, la plupart des constructeurs proposent déjà à leurs clients ce contrat de protection réglementé par le code de la construction et de l'habitat. Cette proposition a aussi pour objet d'instituer la possibilité de conclure un contrat d'étude préalable qui existe déjà dans la vente d'immeubles.

Ces dispositions pourraient ainsi renforcer efficacement les mesures de protection des acquéreurs qui sont entrées en vigueur dans le cadre de la réforme de l'assurance-construction.

L'AVENIR

Selon une étude réalisée par le C.A.P.E.M. (Centre d'Analyse et de Prévisions Immobilières) afin de déterminer les besoins en logements jusqu'en 1984, il semble que 450 000 logements neufs au minimum devraient être construits chaque année en France. On peut penser que 300 000 de ces logements seront des Maisons Individuelles.

Ces besoins proviennent de plusieurs facteurs :

- Six millions de logements actuels seraient considérés comme inconfortables au vu des normes de l'INSEE.
- La construction de masse des années 1950 comporte une part d'immeubles qui devront être désaffectés avant la date normale. Un plus grand nombre de ces logements sera abandonné par leurs habitants qui ne supporteront plus de vivre dans des appartements trop mal insonorisés, mal entretenus et mal situés.
- Les générations issues de l'essor démographique d'après guerre, continueront — en créant leur ménage — d'être demandeurs de logement.
- Dans une économie de mutation, les déplacements de population aboutiront à la création de nouveaux logements.

(transmis à la presse

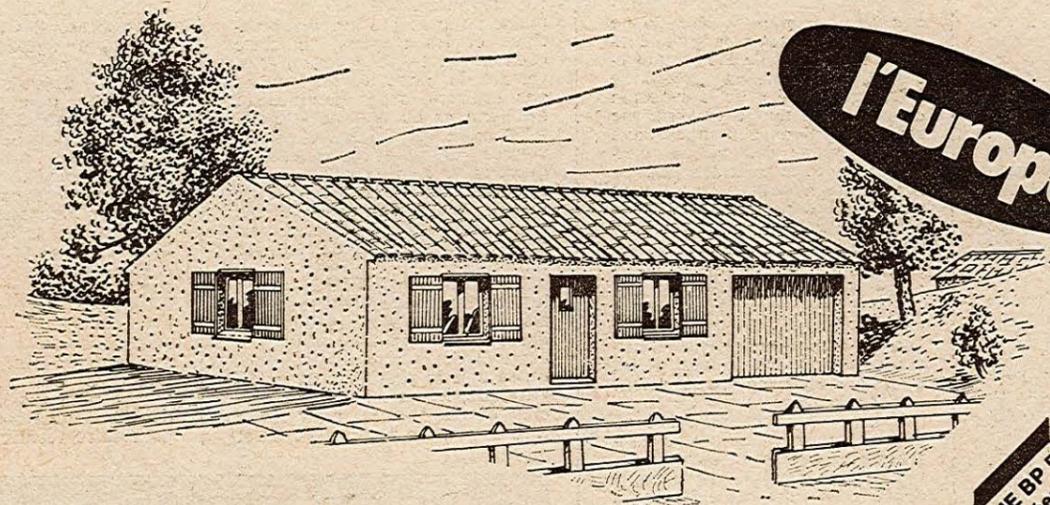
par le SMI)

5 pièces+garage/95m²/chauffage électrique

surface habitable 80 m²

173 300 F TTC*

Version Sud Loire



* Prix version Sud Loire

Simple, belle et confortable,
elle vous étonnera.

les Pavillons de l'Atlantique

Pavillons expos, bureaux, visites et renseignements, rte de Vannes, km 25 entre Sautron et Savenay. En bordure de la voie express Nantes-St Nazaire. Ouvert tous les jours de 9h à 12h et de 14h à 18h. Dimanche de 14h à 18h. Tél. 72.32.58 ou 66

Bon à retourner à : PAVILLONS DE L'ATLANTIQUE BP 5, 44260 MALVILLE
le désire recevoir une documentation sur la Vendée avec garage

Nom
Prénom
Adresse
Téléphone
Terrain acquis Souhaité

Sept organismes H.L.M. regroupés en "cellule opérationnelle"

Depuis près de deux ans déjà, les organismes HLM publics ou privés de Loire-Atlantique se sont réunis en « cellule opérationnelle ».

Au nombre de sept (Atlantique-Logement, Crédit Immobilier familial, Crédit Immobilier de L.-A. (rural), Home Atlantique, Loire-Atlantique Habitations, Nantaises d'H.L.M., Office municipal d'H.L.M.-N.M.), ils ont construit quelques 50 000 logements en Loire-Atlantique, en location et en accession à la propriété, en individuel et en collectif, en zone urbaine, comme en zone rurale, dont plusieurs foyers (Jeunes travailleurs, personnes âgées, personnes isolées...).

Ce sont des organismes désintéressés, à caractère non lucratif, qu'ils soient en coopérative, en société anonyme, sociétés de crédit immobilier, ou établissements publics. Ils poursuivent une vocation sociale qui ne laisse de côté aucune catégorie sociale, fusse-t-elle la plus défavorisée.

LES OBJECTIFS

Chacun réclame une politique sociale de l'habitat :

- qui fasse cesser la ségrégation dans les villes,
- qui conserve à nos sites naturels et urbains, un aspect agréable,
- qui redonne à nos villes une échelle humaine.

Affirmer cette vocation sociale, c'est viser à réaliser un cadre

de vie où l'imagination, l'intelligence et la créativité domineraient les puissances financières et économiques et les intérêts privés, pour assurer en toute circonstance la primauté de l'intérêt général.

L'objectif de cette « cellule » est donc, non seulement de construire des logements, mais aussi d'apporter son concours à l'organisation et à l'aménagement de la ville et des campagnes.

Par ailleurs, son souci d'accorder la primauté à l'intérêt général l'amène naturellement à se considérer comme partenaire des collectivités locales, qui doivent être les véritables décideurs de l'aménagement. Son objectif est donc de concrétiser, par ses réalisations, la politique d'aménagement décidée par les collectivités locales.

Bien plus, associer les partenaires à une politique d'urbanisme, est une exigence d'intérêt général. Il faut donc en tirer la conséquence et vouloir que l'individu soit véritablement inséré dans le processus de décisions qui le concernent. Ces organismes, de taille modeste, ont toujours voulu rester à l'écoute des besoins des habitants et sont bien placés pour encourager leur participation à l'aménagement de leur cadre de vie, comme à la gestion de leur groupe de logement, et s'efforcent de pratiquer la concertation avec les habitants, en toutes circonstances.

LA MAISON INDIVIDUELLE... SOLUTION IDÉALE ?

La maison individuelle, c'est le rêve. Mais les rêves déçoivent parfois. Ce devrait être non seulement la sécurité, mais plus de confort, un environnement plus agréable et puis la possibilité d'aménager, d'améliorer chez soi. Seulement la spéculation foncière est telle que le surpeuplement horizontal

remplace trop souvent le surpeuplement vertical, sans en avoir les avantages.

On connaît le sort des modestes propriétaires qui ont englouti leurs économies dans des maisons comme les « chalandonnettes » — autre « conquête sociale » — pourries quelques années après. Il est

toujours de bon ton de cracher sur les grands immeubles, en oubliant que ce qui est condamnable c'est l'excès, l'entassement, la démesure, et aussi les malfaçons, qu'un urbanisme à visage humain rendrait vivables les quartiers nouveaux (mais cela suppose une autre politique !). Enfin, il est tout simplement démagogique de promettre à chacun sa maison. Imaginez que, or entreprenne d'étaler les villes et les banlieues comme une tartine de beurre, le résultat serait démentiel.

Mais si M. Giscard d'Estaing flatte une aspiration bien compréhensible, c'est dans un but bien précis. Le premier volet de la « réforme », c'est, au nom de la « qualité » du logement, qui n'y gagnera rien, la hausse généralisée et lourde des loyers. Ce qui est baptisé du beau nom de « liberté », et celle-ci est à sens unique. D'où ce raisonnement, cette « incitation », comme ils disent : au lieu de payer, à fonds perdus, des loyers de plus en plus chers, pourquoi ne pas investir dans une maison qui sera à vous ?

Seulement, là aussi, le fameux « taux d'effort » n'est pas oublié. Le taux d'effort financier, bien entendu, même avec l'A.P.L. (aide personnalisée au logement), les jeunes ménages, les familles seront loin de pouvoir le supporter. Ceux qui pouvaient construire ou acheter un appartement le pourront toujours en consentant un effort supplémentaire.

totim

total immobilier

11, rue du Calvaire — NANTES

Tél. (40) 48.26.93 et 48.15.34

NEUF - OCCASION

◆ APPARTEMENTS

◆ MAISONS

◆ TERRAINS

LOCATION - VENTE

L'agent immobilier

qui vous veut du bien

Alain Chanu

mettre au groupe communiste d'affirmer son refus de s'associer à ce train de hausses, tout en précisant les solutions capables de donner des moyens à l'office H.L.M., pour poursuivre sa mission sociale, afin que les locataires puissent disposer d'un logement confortable, à loyer abordable, avec une série de mesures comme par exemple :

- des crédits sans conventionnement ;
- une subvention exceptionnelle d'équilibre ;
- le remboursement de la TVA sur les travaux ;
- la taxation totale du prix des combustibles ;
- l'annulation des mesures réduisant le chauffage ;
- l'application d'un moratoire pour diffuser des annuités d'emprunt ;
- revenir à des durées d'emprunt plus longues avec des taux d'intérêt moins élevés.

Ajoutons que sur la base de ces objectifs d'action, le Co-

Succès et poursuite de la lutte pour la rénovation des H.L.M.

suite de la page 3

mité de Ville et les administrateurs communistes, ont lancé une pétition dans les quartiers sur laquelle les habitants ont exprimé massivement leurs désaccords sur une telle augmentation, des délégations de locataires se sont rendues à la préfecture, à la direction départementale de l'Équipement pour manifester leurs oppositions.

Notre détermination, ont réaffirmé les élus communistes, ces actions ont permis d'arriver à une solution plus supportable pour les familles puisque l'augmentation pour l'année ne sera que de 10 % au lieu de 21 % de prévision. C'est un résultat plus qu'appréciable, la lutte des locataires, des communistes, a donc payé.

Ce premier succès ne peut que conforter les militants communistes et les locataires

à être attentifs à la dramatique dégradation du logement social. Que constate-t-on ?

- les peintures non refaites depuis quinze ans (extérieures) ;
- des installations électriques vétustes et dangereuses ;
- des états d'étanchéités défectueux, etc.

Tout est fait pour que se détériore le patrimoine de l'office et que s'accroisse la ségrégation sociale. Tout est fait pour que s'instaure le mal vivre. La réforme gouvernementale introduit des mécanismes qui visent à liquider l'institution H.L.M. En la vidant de son contenu social, c'est l'esprit du conventionnement tendant pour un accroissement des profits à imposer aux locataires un surcroît de dépenses pour leur habitat.

Ainsi ont informé les élus

communistes, au cours de la dernière commission des finances des HLM, le président de l'office a communiqué qu'une étude allait être entreprise, citée par cité, afin d'examiner les retombées d'un éventuel conventionnement, quoi de plus naturel puisque cette réforme a pour conséquences d'opérer le désengagement politique, sinon financier l'Etat.

Pour aboutir à son objectif, le Gouvernement veut à terme mettre en concurrence les HLM et les promoteurs privés dont chacun sait qu'ils ont l'appui des banques et des grands groupes financiers et qu'ainsi ils seraient en position favorable. Ajoutons, si besoin est, que nos gouvernants se sont opposés à toute formule véritable d'indexation, ce qui est une source d'inquiétude supplémentaire pour l'avenir sur l'effi-

cacité réelle et permanente de l'A.P.L.

« Cette réforme, considèrent les élus communistes, tourne le dos à ce que devrait être une véritable politique sociale du logement au service de ses habitants. »

« Il faut, ont-ils déclaré, abroger la réforme gouvernementale, elle est néfaste. » Mais devons-nous attendre cette abrogation, car elle ne viendra pas plus qu'autre chose toute seule. Non ! Il faut bannir tout attentisme, cette situation doit nous conduire à impulser, à aider l'action des locataires.

Pour que la rénovation du patrimoine de l'Office de Nantes soit réalisée, et cela est possible, puisqu'aux dires des autorités préfectorales, une somme de 500 millions est disponible, mais ceci que dans le cadre du conventionnement. Possible le financement nécessaire pour l'amélioration du patrimoine nantais et sans contre-partie, puisque l'argent existe. Nous mettrons tout en œuvre pour la déblocquer.

CRÉDIT IMMOBILIER FAMILIAL



10, rue de Bel-Air, à NANTES

Tél. 73.68.85

Maisons individuelles :

BOUGUENAIS - La Croix Jeannette

Maison-témoin ouverte le samedi, de 14 heures à 18 heures.

SAINT-HERBLAIN - Quartier de Preux

Maison-témoin ouverte le samedi, de 14 heures à 18 heures.

Autres programmes en cours et en études - Habitat neuf et ancien - NANTES et département - Maisons individuelles et appartements.

LOIRE-ATLANTIQUE HABITATIONS



7, boulevard du Val-de-Chézine, à SAINT-HERBLAIN

Tél. 76.52.11

Construit des logements en accession à la propriété, et en location, dans toutes les communes du département.

ACCESSION :

Sainte-Luce-sur-Loire, Bouguenais, Saint-Herblain, Nantes (les collines du Cens).

LOCATION :

Nantes, St-Herblain, Bouguenais, Nozay, St-Etienne-de-Montluc, St-Viaud, Chapelle des Marais, La Regrippière, Saint-Julien-de-Concelles Blain, Bouée.

PROJETS 80 :

St-Herblain « C.H.U. Nord », Machecoul, Abbaretz, Géneston, Rougé, Varades, La Rouxière, Guéméné, Saint-Sébastien, Le Fresne-sur-Loire, Nantes Centre, Orvault.

ATLANTIQUE LOGEMENT



4, rue Deurbroucq, à NANTES

67, rue Albert-de-Mun, à SAINT-NAZAIRE

Tél. 47.42.00

Tél. 22.57.80



La Croix Jeannette, à BOUGUENAIS.

Preux, à SAINT-HERBLAIN.

La Bergerie, à CARQUEFOU.

Le Moulin d'Argent, à PORNICHET.

Le Clos Boschet, à PRINQUIAU.

La Grée du Bourg, à HERBIGNAC.

Les Loriots, à SAUTRON.

La Butte, à TRELIERES.

et toute maison individuelle sur terrain de votre choix

CONGRÈS FÉDÉRAL DE LA J. C.

un congrès pour la lutte, l'union, le socialisme.

C'est en présence de J.-Y. Coupel, secrétaire fédéral du P.C.F., chargé des questions de la jeunesse, et de Lin Guillou, membre du Bureau national du M.J.C.F., que les délégués des cercles se sont rassemblés à la Bourse du Travail.

Le rapport introductif était présenté par J.-René Teillant, secrétaire fédéral du M.J.C.F.

Après avoir situé brièvement le contexte dans lequel se préparait le congrès et l'objectif qu'il se fixait, il fit le bilan des six années de gestion de la France par Giscard et les conséquences dramatiques pour la jeunesse de notre département.

« Privés de travail, devaient-ils déclarer, 18 000 jeunes ne peuvent jouir de tout ce que la vie a de raison d'être vécue, c'est le sentiment d'inutilité, de ne servir à rien.

Privés de ressources, donc de moyens de voyager, de se cultiver, la question quotidienne pour le plus grand nombre, c'est le moyen de se vêtir, de se loger, de manger qui est posée. Pour eux, c'est l'isolement, l'indifférence, la vie n'a plus de sens.

Dans certains lycées du département, les conditions d'enseignement sont intolérables et tout récemment, par exemple, les élèves du lycée de Saint-Nazaire ont dû manifester en ville pour exiger un vrai chauffage.

Pour ceux qui travaillent, c'est le scandale des stages Barre, de l'interim, les bas salaires.

C'est l'exemple de la SNIA Saint-Nazaire où après la lutte des communistes la direction embauche, mais au gouste à gouste, pour être de ceux-là il faut se faire parrainer par F.O., renoncer à ses idées, abandonner sa dignité.

Alors qu'à 20 ans la vie devrait être belle, pleine d'espoir et de gaieté, la vieille société capitaliste la rend invivable. Alors que dans notre département des familles se privent de repas, d'autres dépensent des sommes fabuleuses dans les casinos.

Le pouvoir fait tout pour isoler la jeunesse, la dégoûter de la vie, briser tous ses espoirs, la vider de son envie de vivre, d'aimer, de lutter.

Ils nous appellent à nous résigner. Pour faire toujours plus de profits, ils veulent briser les hommes et les femmes qui veulent vivre dignement. Pour continuer à exploiter, asservir le peuple, ils veulent une jeunesse taillable et corvéable à merci. C'est pour cela qu'ils s'en prennent à la jeunesse, cherchant par tous les moyens à nous décourager. C'est pour cela qu'ils propagent la drogue, transforment les délinquants en héros, avec certaine presse spécialisée, appellent au suicide :

NOUS, LES JEUNES COMMUNISTES, ILS NE NOUS AURONS PAS !

**VIVONS !
RÉSISTONS !
LUTTONS !**

« Vivre, il n'est rien de plus urgent pour la jeunesse. »

Après avoir analysé les raisons que la jeunesse avait de lutter et d'espérer une autre vie, Jean-René Teillant montrait qu'une autre société ce n'est pas un rêve, une utopie.

**LE SOCIALISME
POUR LA FRANCE
C'EST POSSIBLE**

« Même si le pouvoir tente de nous enlever l'envie et les moyens, cette société pour laquelle nous luttons, c'est celle qui met la science, la culture, l'aspirant au service de l'homme, qui supprime les inégalités, qui permet à tous d'accéder aux études, au sport, à la culture, au travail, aux responsabilités... où chacun compte pour UN. »

C'EST NOTRE IDEAL !

« Sur un tiers du globe, le socialisme existe. C'est le socialisme qui permet au jeune Soviétique de ne pas connaître le chômage, de dire son mot sur ce qu'il produit, sur la façon de produire, sur son salaire.

C'est le socialisme qui, en Hongrie, en Pologne, permet aux fils et filles d'ouvriers, de paysans, de devenir ingénieur, savant, cosmonaute.

C'est le socialisme qui, en R.D.A., à Cuba, en Tchécoslovaquie, permet à tous les jeunes de faire du sport, qui permet aux jeunes eux-mêmes de gérer leur lycée, leur usine, leur région.

C'est le socialisme qui lutte pour un monde sans guerre, sans arme, pour l'amitié et la coopération entre les peuples.

Nous condamnons les erreurs que font les pays socialistes, mais elles ne doivent pas cacher tout ce que cette société apporte à la jeunesse, et c'est cela que de la droite au P.S., tous veulent à tout prix nous cacher... »

Pour la France, le socialisme sera ce que le peuple en fera... nous voulons y accéder par la voie démocratique... »

La discussion a également porté sur la situation internationale. Le congrès a insisté sur la nécessité de développer la lutte dans tous les domaines, pour que dès maintenant la jeunesse vive mieux.

Il a aussi apporté son soutien à tous les peuples qui, dans le monde, luttent pour leur libération...

« Pour parvenir au socialisme, a affirmé le congrès, il est indispensable et urgent de doter la jeunesse de notre département d'un grand et fort M.J.C.F.

Le bureau fédéral, les cercles, à partir des préoccupations des jeunes des lycées, des L.E.P. des quartiers, des A.N.P.E., vont développer les luttes, pour vivre mieux, réaliser une union forte, solide, pour le changement. »

Les délégués se sont séparés après avoir réélu Jean-René Teillant dans ses fonctions de secrétaire fédéral du M.J.C.F. et désigné la délégation qui se rendra à Vitry les 31 janvier, 1, 2, 3 février.

LE BOUT DU TUNNEL : déclaration des élus communistes de Rezé

Les habitants de l'agglomération nantaise et, en particulier, ceux du Sud-Loire, ont pu prendre connaissance avec une certaine satisfaction que le dossier du franchissement de la Loire à Cheviré prenait de la consistance.

Le rôle important joué par un certain nombre de communes, dont Rezé, au travers du Syndicat Intercommunal de la Voirie Rapide de l'Agglomération Nantaise (S.I.V.R.A.N.) aura été déterminant.

Leur volonté de parvenir à une solution ardemment souhaitée du point de vue social, mais aussi nécessaire du point de vue économique, a conduit ces communes à accepter de lourdes charges financières.

Dans sa récente session, le Conseil général a lui aussi et, enfin, devrait-on dire, pris la décision de participer au financement de l'ouvrage apportant ainsi sa contribution normale au déblocage du dossier.

Reste maintenant à forcer

l'engagement ferme de l'Etat qui n'accepte que du bout des lèvres sa participation financière alors qu'un ouvrage de cette dimension, et de par sa position géographique dépasse, et de loin, l'intérêt local.

Mais le franchissement de la Loire demeure une des préoccupations majeures des populations laborieuses de notre région, il n'en est pas moins vrai que la traversée de la Loire pose aussi un problème.

Les ponts Bailey, solution d'attente avant la reconstruction du Pont-Rousseau, donnent des signes de fatigue.

Déjà, la travée amont a dû être renforcée limitant la hauteur à 4,20 m pour les véhicules lourds.

Les deux autres travées accusent elles aussi une flèche anormale, conséquence des charges importantes qu'elles sont amenées à supporter.

Des travaux sont très souvent entrepris sur ces ouvrages, gênant l'écoulement du flot de véhicules et suscitant des interdictions parmi les usagers.

Soucieuse de cette situation, une délégation des élus communistes de la ville de Rezé, composée de Mme Anne Quillaud, adjointe, Gilles Baraud et Raymond Cailleau, conseillers municipaux, est allée s'informer de la réalité des faits.

Il ressort des éléments qu'elle a recueillis que les inquiétudes exprimées plus haut s'avèrent exactes.

En effet, de tous les ponts Bailey en service dans le pays, aucun n'a à supporter des charges quotidiennes aussi importantes que ceux de Pont-Rousseau, d'où affaissement des travées.

C'est pourquoi, une des travées a été renforcée mais la limitation de la hauteur à 4,20 m est un handicap présentant des dangers.

Des mesures techniques ont donc été prises pour palier ces difficultés.

Elles consisteront d'une part à renforcer également la travée médiane et d'autre part à modifier le système de renforcement de la travée amont afin que ces deux passages soient amenés à la hauteur de 4,50 m.

Mais pour cela, les assemblages classiques Bailey ne le permettant pas, une étude technique a conduit à décider de la fabrication particulière d'éléments spéciaux qui seront mis en place courant février et mars.

Les travaux se feront de nuit afin de ne pas apporter de gêne au trafic journalier.

Sachons aussi que les ponts Bailey, véritables mécanos cons-

NUCLÉAIRE

La politique responsable des communistes Une lettre de G. Plissonnier aux organisateurs d'une campagne pour la suspension du programme électro-nucléaire

Neuf organisations (la C.F.D.T., le P.S., le M.R.G., le P.S.U., la Confédération syndicale des familles, l'Union fédérale des consommateurs, les Amis de la Terre, la Confédération syndicale du cadre de vie, le Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) ont lancé une campagne commune sur le thème « pour une autre politique de l'énergie, pour un débat démocratique sur l'énergie ». Celle-ci a pour support une pétition nationale dans laquelle les signataires, manifestant leur opposition du « tout nucléaire » fait par le gouvernement, réclament « la suspension du programme électronucléaire ».

Lancée il y a plusieurs mois, cette campagne est de nouveau mise en avant aujourd'hui.

Afin de clarifier les choses, nous publions cette semaine une lettre adressée l'été dernier par Gaston Plissonnier, secrétaire du Comité Central du P.C.F. à Michel Rolland, secrétaire de la C.F.D.T. Dans ce courrier, le dirigeant communiste soulignait que le PCF, sollicité en vue de prendre part à cette initiative avait exprimé son désaccord avec cette dernière, en rappelant les positions de notre parti sur les problèmes de l'énergie.

« Dans les années soixante, le Parti communiste français s'est souvent retrouvé seul en tant qu'organisation politique, au plan national comme dans les régions, pour soutenir les luttes des mineurs victimes d'une politique de régression accélérée de la production charbonnière imposée à la fois par le pouvoir et par les organismes de la C.E.C.A. Au cours de ces mêmes années, il agissait avec les travailleurs d'EDF et du C.E.A. pour la mise en chantier de centrales utilisant la filière nationale en matière d'électronucléaire. A cette époque, la conjonction des groupes du cartel bénéficiaire du « tout pétrole », des sociétés multinationales du nucléaire comme Westinghouse, de l'Euratom, a pu, à la faveur d'une suspen-

sion de plusieurs années, imposer l'abandon de la filière française au profit d'une filière dominée par les grands intérêts privés. »

« Dans la période d'actualisation du programme commun, nous nous sommes prononcés à nouveau pour un grand programme national de l'électronucléaire et pour la nationalisation des grands groupes des industries concernées, notamment Schneider-Empain. »

**QUAND LE P.S. REFUSAIT
LA NATIONALISATION**

Nous nous sommes heurtés au refus de la nationalisation par le P.S. et après qu'un accord fut intervenu sur le principe du programme électro-nucléaire, à la volte-face de ce parti, puisque le P.S. se prononçait pour un moratoire assorti d'un référendum.

Aujourd'hui, notre Parti est décidé à promouvoir dans l'action une politique de l'énergie conforme à l'intérêt national, à l'intérêt des régions. Nous nous fondons sur la nécessité de satisfaire, tant quantitativement que qualitativement, les besoins en énergie, en veillant à l'utilisation la plus rationnelle des ressources, en luttant pour reconquérir et assurer la maîtrise nationale et énergétique, pour garantir la démocratie sur les activités

reconstitution des bases de l'indépendance nationale et d'une véritable coopération entre les peuples. Nous nous opposons à toutes orientations supranationales et à l'intégration des politiques énergétiques au niveau européen.

En matière de production d'électricité, le P.C.F. dénonce les choix du pouvoir qui aboutissent à des moyens insuffisants en regard des besoins. La restriction des approvisionnements électriques menace de se conjuguer avec la scandaleuse restriction par l'argent opérée sous couvert d'« économie d'énergie » dans l'utilisation du pétrole.

Nous nous prononçons pour une accélération des programmes de construction de centrales électriques, avec une large coordination des moyens de production ayant recours, de façon équilibrée, aux différentes ressources disponibles, charbon, hydraulique, nucléaire, énergies nouvelles.

Nous nous prononçons pour la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de l'énergie nucléaire, volet indispensable d'une politique responsable et démocratique de l'énergie, soucieuse d'éviter toute restriction d'énergie, de répondre aux be-

(suite page 8)

(suite page 8)

Le prochain week-end, se tiendra le Conseil national du P.C.F. sur le thème : « Les intellectuels, la culture et l'avancée démocratique au socialisme ». Depuis le 11 décembre le texte du projet de résolution est soumis à la discussion et à la réflexion des communistes. Une tribune de discussion est ouverte dans l'Humanité et France-Nouvelle. Ce texte est soumis à tout le Parti et pas seulement aux intellectuels. Déjà des cellules, plusieurs comités de section l'ont porté à leur ordre du jour. D'autres s'approprient à le faire.

Samedi et dimanche dernier le comité fédéral avait invité les intellectuels communistes qui le souhaitent à prolonger leur réflexion.

À Saint-Nazaire la réunion était présidée par Gérard

Deux journées de discussion des intellectuels communistes

Rastel, secrétaire de section. Après le rapport présenté par Loïc Le Gac, membre du Bureau fédéral, une riche discussion s'est engagée pendant plus de cinq heures à travers 29 interventions qu'il est naturellement impossible d'évoquer ici dans le détail. Les problèmes de la lutte politique et idéologique des enseignants et des techniciens communistes pour gagner leurs collègues au combat

pour le changement, furent surtout abordés. En effet si les communistes participent à la nécessaire lutte syndicale, celle-ci ne suffit pas.

Il faut encore agir pour faire avancer un certain nombre de grandes questions : celles de la justice sociale, du progrès de la science et de la connaissance, de la démocratie et des libertés, du nouvel ordre international, du rôle

de l'individu dans la société. Et il faut le faire à partir des questions qu'elles posent. C'est-à-dire en tenant compte de la diversité, des inégalités.

D'autres questions ont été abordées : celles de l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière, les questions de l'union en bas, de la traduction dans nos luttes à l'école ou à l'entreprise de notre démarche autogestionnaire. Plusieurs intervenants ont fait part de leur réprobation de l'attitude de quelques camarades qui se répandaient sur les antennes des radios pour attaquer leur Parti.

Maurice Rocher, secrétaire fédéral a participé à cette réunion d'étude comme il a le lendemain participé à celle de Nantes. Celle-ci, présidée par Joël Busson, adjoint spécial de Doulon a compris 23 interventions : à travers la réflexion sur la situation de classe des intellectuels, l'affirmation de notre conception

de la culture, le souci d'une perception fine des problèmes, notre connaissance des milieux intellectuels colle mieux aux réalités. Ainsi la crise est-elle vécue de façon contradictoire et leur mise en mouvement ne peut pas être spontanée, uniforme. Un moment particulier de la discussion a été consacré à l'importance de la bataille idéologique. Contrairement à ce que martèlent chaque jour les médias, les intellectuels communistes ne sont nullement sur la défensive. Des luttes se développent dans lesquelles les intellectuels communistes prennent toute leur place. Mais il s'agit aujourd'hui de donner plus de combativité à notre lutte idéologique, plus de dynamisme et d'ampleur à notre travail de masse parmi les intellectuels. L'existence de plusieurs centaines d'intellectuels communistes dans notre département nous donne les moyens de cette riposte offensive. La création prochaine du nouvel hebdomadaire « Révolution » constituera un moyen supplémentaire. Enfin, l'insistance a été également mise sur la nécessité aujourd'hui d'un véritable redéploiement de nos forces : c'est en premier lieu dans leur entreprise, leur laboratoire, leur établissement scolaire, bref leur milieu professionnel que doivent militer les intellectuels communistes.

APPROFONDIR L'ÉTUDE SUR L'ESTUAIRE DE LA LOIRE...

Mieux vaut tard que jamais

Enfin !

Le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie vient de reconnaître que le modèle réduit reconstituant l'estuaire de la Loire (d'Oudon à l'embouchure) et qui existe aujourd'hui au Laboratoire d'Hydrologie de Maisons-Alfort, présente un intérêt certain.

Répondant, dans un courrier du 11 janvier 1980 à une intervention de notre camarade Maurice Rocher, conseiller municipal de St-Nazaire, après avoir rappelé le sens de l'intervention « profiter du modèle réduit en cours d'exploitation au laboratoire hydraulique de Maisons-Alfort pour examiner l'étude de l'incidence du réchauffement des eaux de l'estuaire provoqué par les centrales thermiques et, d'une façon générale, toutes les modifications susceptibles d'être apportées à l'estuaire pour les aménagements de tous ordres qui y seraient réalisés, et principalement les extractions de sable », le directeur de cabinet répond « J'ai pris bonne note de vos préoccupations et je demande aux services administratifs qui ont la charge de ces études analogiques d'examiner attentivement votre proposition ».

Puis il concède : « une fois déterminées les possibilités du modèle réduit, il conviendra évidemment d'élaborer un programme d'études et d'en assurer le financement ».

ENFIN !

Rappelons que le 2 novembre 1978, une délégation d'élus communistes de L.A. s'était rendue à Maisons-Alfort et avait examiné, avec les chercheurs du laboratoire, les possibilités d'élargir le champ des études actuelles afin que soit réalisée, dans sa totalité, l'étude du fleuve.

Dans notre édition du 23 novembre 1978, nous avions d'ailleurs rendu compte de cette journée d'étude et exposé les propositions des élus communistes.

Rappelons quelques-unes de ces questions :

- Incidence du réchauffement des eaux ;
- Conséquences de la propagation des taches thermiques sur la Loire ;
- Répercussion des travaux engagés dans l'estuaire sur la sédimentation ;
- Etudes visant à une meilleure maîtrise du niveau des eaux dans les marais de Brière, Donges, Haut-Brivet, Macheoul et des différents exutoires des zones humides vers la Loire ;
- Etude de la navigabilité ;
- Doit-on ou non prélever des agrégats ?
- Conséquences du creusement aval devant les piles des ports de Nantes ;

• Doit-on limiter les bassins de marées ? Et comment ?

• Incidences qu'aurait la construction d'un barrage en amont de Nantes pour l'approvisionnement en eau douce de l'agglomération ;

• Conséquences sur le fleuve des barrages de haute et moyenne Loire, etc.

« Il faut, concluait la délégation des élus communistes, mettre fin à un « aménagement » au rabais, limité au coup par coup, relevant d'une politique anachronique et à courte vue qui risque de déboucher sur des catastrophes. »

« Nos élus, député, conseillers généraux, maires des départements ligériens ont fait des propositions concrètes, précises depuis plusieurs années pour l'aménagement global du bassin de la Loire, considérant que la maîtrise de l'eau, la lutte contre l'inondation passent par la satisfaction des besoins en équipements du fleuve. »

Nous nous prononçons pour un programme cohérent portant tout à la fois sur les problèmes de sécurité, régulation et alimentation en eau, dépollution, développement de l'irrigation, etc., démocratiquement défini et mis en œuvre par des offices régionaux à gestion tripartite (usagers, personnels et

élus) dont l'action serait coordonnée au plus haut niveau par un OFFICE NATIONAL DU BASIN DE LA LOIRE. »

ARRÊT des TRAVAUX à CORDEMAIS

Un prétexte écologique inconsistant saisi par le gouvernement pour s'opposer à l'extension de la centrale thermique

La « Commission des sites », organisme gouvernemental, vient de décider de faire arrêter les travaux d'extension de la centrale thermique de Cordemais. Prétexte invoqué : la présence, dans le projet, d'une cheminée supérieure de 23 mètres à celles qui existent déjà. En réalité, ce n'est là qu'un mauvais prétexte utilisé par le gouvernement pour revenir sur une décision que les communistes et l'opinion publique avaient imposée : celle de construire, à Cordemais, deux tranches de 600 mW destinées à produire de l'électricité à partir du charbon.

Les travaux d'extension de la centrale thermique de Cordemais, portant sur la construction de deux tranches (4 et 5) au charbon, sont stoppés, par décision gouvernementale.

Le pouvoir, qui avait dû céder sous la pression de l'opinion publique, et donner son accord à ce projet, revient sur sa décision, sous prétexte que la présence d'une cheminée de plus de 23 mètres de haut, « dénaturerait le site ».

Lorsqu'en octobre dernier, on apprenait l'accord, donné par le Conseil des ministres, à la construction de deux tranches de 600 mégawatts au charbon à Cordemais, la presse quasi unanime avait salué cette décision comme responsable, de nature à contribuer à l'indépendance énergétique de la région et de la France. Bien peu cependant, avaient jugé utile de rappeler le rôle décisif joué, dans cette affaire, par les communistes de Loire-Atlantique. Depuis des années, cette bataille était la leur. Depuis

des mois, ils s'appliquaient à mobiliser la population du département, pour imposer une telle décision au pouvoir.

On comprend mieux dans ces conditions le revirement d'aujourd'hui. Ce n'est pas de gaieté de cœur que le gouvernement envisageait l'extension de Cordemais. Elle lui avait été imposée. Le premier prétexte, même le plus futile suffit pour tout remettre en cause — et quoi de plus dérisoire, en effet, que d'invoquer la hauteur d'une cheminée ?

Dans une déclaration remise à la presse hier après-midi, Maurice Rocher, secrétaire de la Fédération du P.C.F., précisait d'ailleurs que « la hauteur supérieure de cette cheminée est nécessaire pour éviter au maximum les pollutions et épuiser à 99 % les fumées ». L'argument de protection du site ne tient pas debout. Alors, pourquoi ? « Le fond de la question, précise Maurice Rocher, reste le refus du gouvernement de diversifier les sources énergétiques. »

Au point que son porte-parole dans l'affaire de Cordemais (la « commission des sites ») se saisit du moindre argument, fut-il irrecevable. « Depuis le temps qu'était envisagée la construction des deux tranches, précise Maurice Rocher, attendre le démarrage des travaux pour ensuite mettre en cause leur poursuite, n'est qu'une astuce utilisée par les hommes qui comme Olivier Guichard et M. Chauty, ont fait, il n'y a pas si longtemps, des démarches auprès du ministre Giraud afin de retarder le démarrage de la centrale de Cordemais. »

Dès hier après-midi, la Fédération communiste de Loire-Atlantique, ses élus sont intervenus auprès de la préfecture. Ils ont demandé des explications, et exigé le redémarrage des travaux. Dans le même temps, ils lancent un appel « à tous ceux qui veulent donner à la région les moyens de se développer, à agir avec les communistes pour la levée de cette décision et la reprise immédiate des travaux ».

(Article paru dans « L'Humanité » du 29-1-80).

NANTES

Au Conseil municipal du 21 janvier 1980

Un conseil de début d'année, peu de dossiers si nous nous en référons aux précédents conseils. Pourtant la prise de position du Conseil Général sur le franchissement de la Loire à Cheviré allait permettre à Georges Batard de rappeler notre position sur ce dossier.

Se félicitant du ralliement du conseil général pour le tunnel, notre camarade indique que ce premier succès n'est pas sans lien avec l'attitude ferme et constante des communistes.

« Les élus communistes de Nantes sont heureux d'avoir été les premiers à militer pour ce moyen nouveau de franchissement et d'avoir mis en échec les pressions de la Chambre de Commerce en faveur d'un pont à péage, mais il serait naïf de croire que les intérêts dominants de la région ont déjà abandonné la lutte. Des manœuvres dilatoires ne manquent pas d'apparaître. »

Georges Batard pose alors le problème du financement de l'ouvrage. Pour une dépense avoisinant 418 millions de francs et pour la période 1980-1985 l'Etat ne veut apporter que 20 millions par an, le conseil général 131 millions et il est demandé à la ville de Nantes de couvrir 72 % des charges du SIVRAN. Il en résulte que la charge supportée par habitant atteindrait 862 F pour un nantais et 192 F pour l'habitant des autres communes. Cette répartition est inacceptable : « la population doit faire comprendre à l'Etat giscardien qu'elle ne veut payer que sa juste part et traverser la Loire à Cheviré dans les meilleurs délais. »

Au nom du groupe communiste, Paul Le Guilloux devait établir le bilan de l'action des élus communistes à la moitié de leur mandat, il dressait la situation des collectivités locales.

« La préparation du bud-

get municipal pour 1980 met plus que jamais en évidence la volonté du gouvernement d'asphyxier les collectivités locales en faisant tout pour les conduire à choisir un niveau de la fiscalité locale atteignant l'insupportable pour la population. Nous estimons que seules des actions vigoureuses unissant population et élus peuvent faire reculer le pouvoir dans ce domaine, témoins la progression de la dotation globale de fonctionnement et l'augmentation du montant du remboursement de la TVA aux collectivités locales que le gouvernement a dû inscrire au budget de l'Etat ».

Paul Le Guilloux terminait son intervention : « 1980 sera nécessairement une année de luttes. C'est pour nous, élus communistes, une raison supplémentaire de continuer d'assumer pleinement nos responsabilités au sein de la municipalité de Nantes ».

SNIAS : CRS DANS L'USINE

Puissant meeting lundi sur la chaîne AIRBUS

Au petit matin, à l'heure où se perpétuent les mauvais coups, le pouvoir a fait intervenir samedi dernier les C.R.S. pour tenter d'empêcher les travailleurs de la S.N.I.A.S. d'expliquer à la population nazairienne les justes raisons d'un conflit qui dure depuis quatre mois.

Cette scandaleuse intervention des forces de répression révèle les difficultés dans lesquelles se trouvent Ministère de Tutelle et Direction de la SNIAS, en raison du large courant de solidarité qui grandit autour des travailleurs de l'Aéronautique.

Le sang-froid et la conscience politique dont ces derniers ont su faire preuve a mis en échec cette nouvelle provocation.

Inquiet de voir que le conflit de la SNIAS met en évidence sa politique de déclin national, d'atteintes aux libertés, le pouvoir s'énerve et perd son sang-froid.

S'il refuse encore de remettre en cause une politique européenne qui privilège le développement de l'industrie aéronautique de R.F.A., le pouvoir est amené à constater que

presse, radio et télévision régionale n'ont pu réussir à endiguer le mouvement de solidarité autour des « SNIAS ».

Le gouvernement giscardien craignait que ces deux journées « Portes ouvertes » qu'organisaient samedi et dimanche derniers CGT et CFDT, ne provoquent, de plus, une élévation dans le niveau de la lutte dans l'usine de St-Nazaire et aussi un élargissement de celle-ci

dans la localité, en L.-A. ou dans d'autres usines de la SNIAS.

QUEL CAMOUFLET POUR LE « CONSENSUS » !

Alors, il mit « bas les mas-

Louis Le Corre, conseiller général et Hubert Bouyer, maire de Montoir, intervenaient auprès de la sous-préfecture pour condamner cette action répressive.

Cette condamnation devait être renouvelée par les nombreuses délégations d'élus et de dirigeants communistes qui, durant ces deux journées devaient se succéder devant les portes de l'usine.

Celle-ci étant occupée par les C.R.S., les organisations syndicales avaient en effet dé-

la lutte des travailleurs et prendre connaissance de l'exposition réalisée sur panneaux, qui dénonçait les atteintes aux libertés auxquelles s'était livrée la direction.

Dans une déclaration que rendirent publique Marcel LE Dus, membre du Comité Fédéral des Métaux C.G.T. et Jean-Marie Chapman, membre du Bureau fédéral (tous deux présents aux portes de l'usine), la Fédération de la Métallurgie CGT réaffirmait son soutien sans réserve à la lutte des travailleurs de la SNIAS.

LA LUTTE SE RENFORCE

Riposte à l'escalade du pouvoir, la lutte se renforce.

Dès lundi matin, les syndicats CGT et CFDT de la région nazairienne appelaient à un renforcement de la solidarité, soulignant « la lutte de la SNIAS, c'est aussi la lutte de tous les salariés ». L'après-midi, un puissant meeting se tenait sur la chaîne de montage de l'Airbus. Au cours de celui-ci, le secrétaire du syndicat CGT dénonçait l'intervention policière et réaffirmait la volonté syndicale de négocier sur les embauches, le boni, la levée des sanctions.

On apprenait aussi lundi qu'une réunion se tiendrait le 5 février à Paris avec la direction générale.

Dans l'entreprise, on parlait fort d'une « montée à Paris » pour aller mercredi taper à la porte de la direction générale (qui discute ce jour-là dans le cadre de l'accord société).



Sans discontinuer, durant les journées de samedi et dimanche, de très nombreuses personnes ont tenu à venir manifester à la porte de l'usine leur solidarité avec les travailleurs en lutte.

ques » et fit donner le bâton. Aussitôt l'intervention policière, nos camarades Jean-

cidé d'appeler la population à venir néanmoins à la porte de la SNIAS-GRON pour soutenir

nucléaire

la politique responsable des communistes (suite)

soins et de prendre une option positive sur les progrès des sciences et des techniques.

Cette politique nécessite de reconquérir pleinement la maîtrise par la nation, par les travailleurs concernés, de la mise en œuvre de cette énergie.

Cette politique place au premier rang de ses préoccupations la nécessité de la sécurité de l'utilisation du nucléaire tant pour les populations que pour les populations concernées. Cette orientation vaut d'ailleurs pour toutes les activités liées à la production énergétique (exploitation minière, etc.), comme aux autres activités industrielles (chimie, etc.).

NOS PROPOSITIONS

Gaston Plissonnier rappelait alors les propositions d'objectifs de lutte faites par le PCF qui concernent notamment la reprogrammation des mises en chantier des centrales nucléaires, le démarrage de centrales à charbon la dénonciation des accords passés avec Westinghouse, la nationalisation de Framatome, l'arrêt du démantèlement du C.E.A., la mise en place à E.D.F et au C.E.A. de dispositions assurant aux travailleurs une liberté réelle d'appréciation des risques, la mise en place dans les régions concernées par le nucléaire de commissions de sécurité et d'information démocratiques.

« Il est donc clair, poursuivait G. Plissonnier que nous nous opposons à toute forme

de moratoire ou de suspension qui non seulement permettrait, comme dans les années 60, un renforcement de l'emprise des groupes multinationaux sur ce secteur décisif, notamment dans les domaines du retraitement et des surrégénérateurs, mais aussi parce qu'il aggraverait dramatiquement les risques de pénurie qui pèsent sur l'approvisionnement électrique des Français.

Telles sont, résumées aussi brièvement que possible, nos orientations dans la question de l'énergie. Comme vous pouvez le constater, nous sommes en total désaccord avec des aspects importants des textes que vous avez mis au point et qui servent de base de préparation de la réunion à laquelle vous nous avez invités.

Dans ces conditions, vous comprendrez aisément qu'il ne nous apparait ni possible ni souhaitable de participer à cette réunion pour y constater nos désaccords »...

« NOUS AVONS CHOISI NOTRE CAMP »

de nouvelles signatures sur l'appel des intellectuels

« La semaine dernière, je n'ai pas accepté de signer. Mais après avoir bien réfléchi, je signe à l'appel des intellectuels », nous téléphone un signataire. « Je ne suis pas d'accord à 100 % avec l'analyse du P.C.F., mais vraiment, devant

une campagne anticommuniste d'une telle ampleur, il n'est pas possible de rester neutre », nous dit un autre intellectuel, non communiste.

Nous publions ci-dessous une nouvelle liste de signataires : Bertrand Artignan, Victor Beaudouin, Daniel Bengochea, Louis Breton, Annie Buraud, Gérard Clair, Huguette Chauvet, Daniel Crassin, Jean-Louis Dajoux, Hubert Delahaye, Henriette Dubois, Didier Gutnect, Alain Fouché, Etienne Gasche, Jean Gonzalès, Yvette Guérin, Yvon

et Evelyne Jeanneau, André Josso, M. Lebaill, Yves Le Callo, Jean-Claude Le Gallou, J.-P. Lamorlette, Daniel Lemoine, Albert Loizil, A. et J. Méléneq, Michel Prodeau, Annie Saillard, M. Savina, J.-C. Sol, Jean-Paul Vince.

Les signatures sont à adresser à Alain Croix, 41, rue des Olivettes, 44000 Nantes, tél. 47-72-28, ainsi que les chèques pour réunir les fonds qui ont été nécessaires à la publication de cet appel autour duquel la presse — à l'exception de « L'Humanité » — s'acharne à faire le silence.

« REVOLUTION »

pour une grande campagne d'abonnements

Le 7 mars paraîtra le premier numéro de « Révolution ». D'un format 235 x 320, ce nouvel hebdomadaire de 64 pages traitera autour d'un événement précis, de l'actualité politique nationale et internationale, des problèmes de société et de la culture sous des formes originales.

« Révolution » répond sans doute à l'attente de la grande majorité des intellectuels communistes qui souhaitent avoir un moyen nouveau de réflexion et de lutte pour faire face au déchainement de la campagne anticommuniste et intervenir de façon spécifique. Mais « Révolution » va aussi être l'arme dont doit se saisir l'ensemble du parti dans la bataille idéologique sans merci engagée avec la bourgeoisie.

La sortie de « Révolution » nécessite une grande bataille. La campagne d'abonnements est

déjà engagée. Première étape : collecter des adresses parmi les communistes, les personnes intéressées par les idées du parti, tous les lecteurs potentiels. Dans le même temps, souscrire des abonnements : 235 F pendant la période de lancement, soit 60 % de la somme dépensée à l'achat hebdomadaire. Enfin, du 4 au 29 février, aider au travail du prospecteur que la direction met à la disposition de la Fédération.

« Révolution » est notre affaire, notre journal. C'est de nous que dépendent son lancement et son succès. Contribuer à fonder « Révolution », c'est un acte militant de riposte à la campagne de mensonge de la bourgeoisie ; c'est un acte militant pour mieux faire connaître, soutenir et diffuser la politique des XXII^e et XXIII^e congrès.

Les assemblées populaires

(Suite)

A La Boissière, aux appels au consensus, aux campagnes visant à affaiblir le Parti communiste français, la riposte a été nette, tout comme aux P.T.T., chez Saulnier-Duval, à S.E.M.I.T.A.N., chez J.-J. Carnot, au C.H.U., à Saint-Brévin, à Penhoët, à Châteaubriant, Carquefou, au quartier des Ponts... des centaines de personnes sont venues soutenir notre politique.

Leur réflexe de classe se manifeste en reprenant leur carte sans attendre, ou en donnant leur adhésion.

Dès le 20 janvier, plus de 1 100 cartes étaient placées et des dizaines d'adhésions

réalisées.

Les assemblées du dernier week-end confirment cet attachement des travailleurs à leur parti. Les résultats décevront ceux qui rêvent d'un Parti communiste isolé ; le renforcer, remettre très vite toutes les cartes, c'est se placer à l'offensive, c'est faire face, c'est répondre aux mensonges et calomnies, c'est lutter.

Oui, Messieurs, d'autres s'y sont cassé les dents, nous nous emploierons à vous démontrer une nouvelle fois que les travailleurs savent en de telles périodes renforcer leur parti.

J. B.

LE BOUT DU TUNNEL

(Suite)

titués de milliers d'éléments, sont soumis à des contraintes mécaniques telles qu'ils doivent faire l'objet d'une surveillance attentive.

Suite à leur demande récente, les élus communistes de Rezé ont ainsi pu recueillir ces intéressants renseignements qu'ils portent, comme c'est leur rôle, à la connaissance de la population.

Ceci étant dit, il n'en reste pas moins que la lutte devra se poursuivre avec persévérance et vigueur pour que la reconstruction du Pont-Rousseau (propriété de l'Etat) et la traversée de Chevire se fassent au plus vite. Il nous faut donc rester vigilants et prêts à agir si nécessaire, sinon beaucoup d'eau risquerait encore de couler sous les ponts provisoires pendant que des tonnes de carburants seraient aussi gaspillées.

Directeur de la publication
Maurice ROCHER
48, rue Fouré - NANTES

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P.P. n° 62 987

Composé et imprimé
par une équipe d'ouvriers syndiqués